Gouvernement du Canada | Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2015 : déficit budgétaire de 0,9 milliard de dollars

Le mois d'octobre 2015 s'est soldé par un déficit budgétaire de 0,9 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 3,2 milliards en octobre 2014. Les revenus ont augmenté de 2,2 milliards (11,1 %), sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des rentrées de la taxe sur les produits et services (TPS). Les charges de programmes ont augmenté de 0,1 milliard (0,4 %), du fait que l'augmentation des principaux transferts aux particuliers a été largement compensée par la diminution des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard (6,4 %).

D'avril à octobre 2015 : excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars

Pour la période d'avril à octobre 2015 de l'exercice 2015-2016, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 4,0 milliards pour la même période de l'exercice 2014-2015. Les revenus ont augmenté de 13,1 milliards (8,7 %), en raison de la croissance de toutes les sources de revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 9,1 milliards (6,6 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,6 milliard (3,6 %).

Octobre 2015

Le mois d'octobre 2015 s'est soldé par un déficit budgétaire de 0,9 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 3,2 milliards en octobre 2014.

Les revenus ont totalisé 22,0 milliards de dollars en octobre 2015, en hausse de 2,2 milliards (11,1 %) par rapport à octobre 2014.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (16,5 %), étant donné que les résultats de 2014-2015 comprenaient un rajustement à la baisse de 1,6 milliard pour tenir compte des coûts cumulatifs pendant l'exercice de la baisse d'impôt pour les familles et du doublement du crédit d'impôt pour la condition physique des enfants.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (4,4 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,2 milliard de dollars (37,6 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (19,5 %). Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 0,6 milliard, les taxes sur l'énergie, de 3 millions, les droits de douane à l'importation, de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise, de 43 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 34 millions de dollars (2,9 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 15 millions de dollars (0,7 %).

Les charges de programmes ont totalisé 20,9 milliards de dollars en octobre 2015, en hausse de 0,1 milliard (0,4 %) par rapport à octobre 2014.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,7 milliard de dollars (11,0 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (3,8 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations

d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard (6,7 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), ont augmenté de 0,4 milliard (40,8 %), principalement sous l'effet de la bonification et de l'élargissement de la PUGE entrée en vigueur en janvier 2015.

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 0,1 milliard de dollars (1,7 %), alors que les augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ont été plus que compensées par une diminution des transferts destinés aux villes et aux collectivités du Canada découlant de la variation du calendrier annuel des paiements et par une augmentation des recouvrements en vertu de l'abattement du Québec.
- Les charges de programmes directes se composent des paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou les principaux transferts aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont diminué de 0,5 milliard de dollars (5,2 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 0,5 milliard de dollars (15,2 %).
  - Les autres charges de programmes directes ont diminué de 31 millions de dollars (0,5 %).

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,1 milliard de dollars (6,4 %), en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à octobre 2015

La période d'avril à octobre 2015 de l'exercice 2015-2016 s'est soldée par un excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 4,0 milliards pour la même période de 2014-2015.

Les revenus ont progressé de 13,1 milliards de dollars (8,7 %) pour s'établir à 163,3 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,8 milliards de dollars (5,1 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (18,9 %), principalement sous l'effet de cotisations et de nouvelles cotisations visant des années d'imposition antérieures.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (8,1 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 2,8 milliards de dollars (10,1 %) de plus. Les revenus tirés de la TPS ont augmenté de 2,1 milliards (11,4 %). Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,5 milliard, et les taxes sur l'énergie, tout comme les autres taxes et droits d'accise, ont progressé de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (3,6 %), en raison de la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (15,6 %), principalement sous l'effet du gain réalisé lors de la vente, en avril 2015, des dernières actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement.

Pour la période d'avril à octobre 2015, les charges de programmes ont totalisé 146,8 milliards de dollars, en hausse de 9,1 milliards (6,6 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 4,7 milliards de dollars (10,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,1 milliard (4,2 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,7 milliard (6,7 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 2,9 milliards (38,8 %), principalement en raison de la hausse des prestations découlant de la bonification et de l'élargissement de la PUGE.

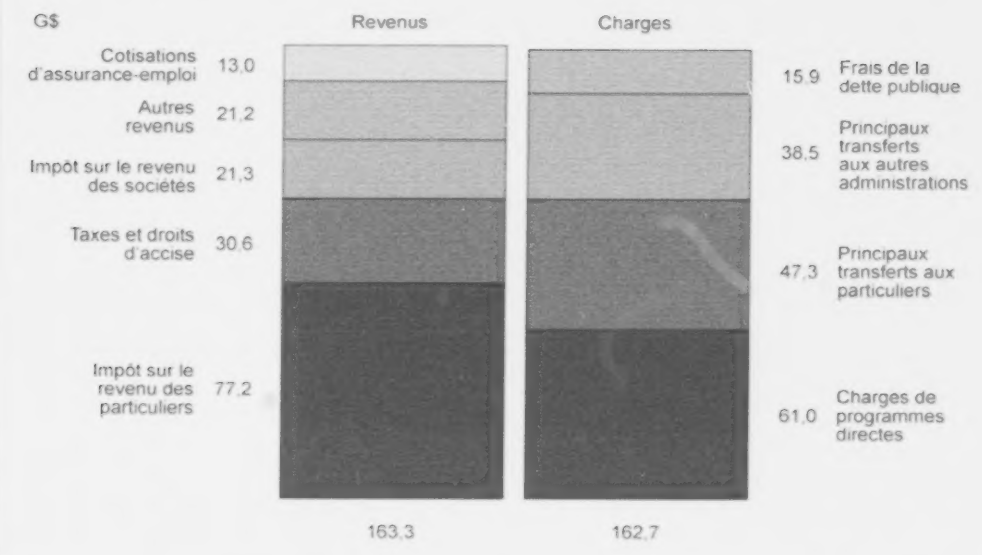
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (3,6 %), principalement sous l'effet des hausses prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 3,1 milliards de dollars (5,3 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :

    Les paiements de transfert ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (1,1 %).

    Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (7,1 %), ce qui s'explique en grande partie par une hausse des charges au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés et des anciens combattants.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,6 milliard de dollars (3,6 %), surtout en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Revenus et charges (d'avril à octobre 2015)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 15,2 milliards de dollars d'avril à octobre 2015

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou elles sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 0,6 milliard de dollars et des besoins financiers de 15,8 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à octobre 2015 s'est soldée par des besoins financiers de 15,2 milliards, comparativement à des besoins financiers de 0,5 milliard pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 27,8 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ses besoins financiers de 15,2 milliards de dollars et accru ses soldes de trésorerie de 12,6 milliards en augmentant la dette non échue de 27,8 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin d'octobre 2015, les soldes de trésorerie s'élevaient à 40,6 milliards de dollars, en hausse de 8,3 milliards par rapport à la fin d'octobre 2014.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Octobre		Avril à octobre	
	2014	2015	2014–2015	2015–2016
Opérations budgétaires				
Revenus	19 792	21 993	150 266	163 329
Charges				
Charges de programmes	-20 804	-20 879	-137 688	-146 761
Frais de la dette publique	-2 195	-2 055	-16 529	-15 934
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 207	-941	-3 951	634
Opérations non budgétaires	4 715	1 031	3 458	-15 817
Ressources ou besoins financiers	1 508	90	-493	-15 183
Variation nette dans les activités de financement	735	2 087	6 674	27 828
Variation nette dans l'encaisse	2 243	2 177	6 181	12 645
Encaisse à la fin de la période			32 255	40 595

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Octobre			Avril à octobre		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2014–2015 (M$)	2015–2016 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 431	10 983	16,5	73 475	77 233	5,1
Impôt sur le revenu des sociétés	2 817	2 941	4,4	17 956	21 348	18,9
Impôt sur le revenu des non-résidents	564	352	-37,6	3 180	3 437	8,1
Total des impôts sur le revenu	12 812	14 276	11,4	94 611	102 018	7,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 191	2 763	26,1	18 323	20 403	11,4
Taxes sur l'énergie	485	488	0,6	3 205	3 334	4,0
Droits de douane à l'importation	394	464	17,8	2 723	3 190	17,2
Autres taxes et droits d'accise	467	510	9,2	3 515	3 640	3,6
Total des taxes et droits d'accise	3 537	4 225	19,5	27 766	30 567	10,1
Total des revenus fiscaux	16 349	18 501	13,2	122 377	132 585	8,3
Cotisations d'assurance-emploi	1 180	1 214	2,9	12 523	12 977	3,6
Autres revenus	2 263	2 278	0,7	15 366	17 767	15,6
Total des revenus	19 792	21 993	11,1	150 266	163 329	8,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Octobre			Avril à Octobre		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2014 –2015 (M$)	2015 –2016 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 676	3 817	3,8	25 177	26 235	4,2
Prestations d'assurance-emploi	1 181	1 260	6,7	9 965	10 636	6,7
Prestations pour enfants	1 061	1 494	40,8	7 533	10 457	38,8
Total	5 918	6 571	11,0	42 675	47 328	10,9
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 676	2 834	5,9	18 733	19 847	5,9
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 048	1 080	3,1	7 339	7 560	3,0
Total	3 724	3 914	5,1	26 072	27 407	5,1
Accords fiscaux et autres transferts[1]	1 660	1 689	1,7	12 112	12 485	3,1
Villes et collectivités du Canada	602	372	-38,2	1 589	1 351	-15,0
Abattement d'impôt du Québec	-376	-462	22,9	-2 631	-2 770	5,3
Total	5 610	5 513	-1,7	37 142	38 473	3,6
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	771	670	-13,1	3 604	3 775	4,7
Agriculture et Agroalimentaire	43	62	44,2	345	605	75,4
Emploi et Développement social	453	418	-7,7	2 951	3 033	2,8
Affaires étrangères, Commerce et Développement	240	190	-20,8	1 175	1 452	23,6
Santé	189	179	-5,3	1 782	1 773	-0,5

Industrie	261	222	-14,9	1 325	1 383	4,4
Autres[1]	1 004	770	-23,3	5 950	5 291	-11,1
Total	2 961	2 511	-15,2	17 132	17 312	1,1
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	724	659	-9,0	4 110	4 732	15,1
Défense nationale	1 790	1 953	9,1	11 544	12 728	10,3
Tous les autres ministères et organismes	3 801	3 672	-3,4	25 085	26 188	4,4
Total des autres charges de programmes directes	6 315	6 284	-0,5	40 739	43 648	7,1
Total des charges de programmes directes	9 276	8 795	-5,2	57 871	60 960	5,3
Total des charges de programmes	20 804	20 879	0,4	137 688	146 761	6,6
Frais de la dette publique	2 195	2 055	-6,4	16 529	15 934	-3,6
Total des charges	22 999	22 934	-0,3	154 217	162 695	5,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle des états financiers consolidés du gouvernement du Canada de 2014-2015.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Octobre		Avril à octobre	
	2014	2015	2014–2015	2015–2016
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 207	-941	-3 951	634
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-400	-507	-1 999	-2 310
Autres activités d'investissement	996	-748	3 898	-3 789
Régimes de retraite et autres passifs	213	307	901	2 880
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	4 139	1 079	-3 068	-9 739
Opérations de change	-560	567	1 381	-5 416
Amortissement des immobilisations corporelles	327	333	2 345	2 557
Total des autres activités	3 906	1 979	658	-12 598
Total des opérations non budgétaires	4 715	1 031	3 458	-15 817
Ressources ou besoins financiers	1 508	90	-493	-15 183

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Octobre		Avril à octobre	
	2014	2015	2014 –2015	2015 –2016
Ressources ou besoins financiers	1 508	90	-493	-15 183
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	9 398	10 371	18 033	15 509
Bons du Trésor	-8 700	-6 800	-8 500	6 800
Titres au détail	-53	-19	-218	-127
Autres	0	0	0	0
Total	645	3 552	9 315	22 182
Emprunts en devises	-200	166	-2 211	3 103
Total	445	3 718	7 104	25 285
Réévaluation de swaps de devises	198	-1 534	-189	2 301
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	107	-75	72	370
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-15	-22	-313	-128
Variation nette dans les activités de financement	735	2 087	6 674	27 828
Variation dans l'encaisse	2 243	2 177	6 181	12 645

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2015	31 octobre 2015	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	123 631	111 615	-12 016
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	487 881	503 390	15 509
Bons du Trésor	135 692	142 492	6 800
Titres au détail	5 660	5 533	-127
Total partiel	629 233	651 415	22 182
Payable en devises	20 267	23 370	3 103
Compte de réévaluation de swaps de devises	6 669	8 970	2 301
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	4 296	4 666	370
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 715	4 587	-128
Total de la dette non échue	665 180	693 008	27 828
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	152 664	152 268	-396
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	76 140	79 469	3 329
Autres passifs	6 002	5 949	-53
Total des régimes de retraite et autres passifs	234 806	237 686	2 880
Total de la dette portant intérêt	899 986	930 694	30 708
Total des passifs	1 023 617	1 042 309	18 692

Actifs financiers			
Trésorerie et créances	136 696	147 079	10 383
Comptes d'opérations de change	85 018	90 434	5 416
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	113 681	115 882	2 201
Actif des régimes de retraite du secteur public	1 263	1 263	0
Total des actifs financiers	336 658	354 658	18 000
Dette nette	686 959	687 651	692
Actifs non financiers	74 629	74 382	-247
Dette fédérale (déficit accumulé)	612 330	613 269	939

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 octobre 2015 inclut des pertes de 1,6 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à octobre 2015.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Glenn Purves au 613-369-5655.

Décembre 2015

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2015)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finance Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134